

Déclaration des représentants des personnels enseignants, de direction et de vie scolaire

Les membres du Conseil d'Administration du Lycée Polyvalent Hippolyte FONTAINE de Dijon, réunis le 05 février pour étudier le Tableau de répartition des moyens par discipline dénoncent l'insuffisance des moyens alloués aux élèves de notre lycée.

Côté Voie Générale et technologique, malgré un nombre d'élève équivalent aux années précédentes et un travail approfondi de l'équipe de direction avec les équipes, le bilan est lourd deux suppressions de postes et des enseignements qui continueront à être délivrés avec des effectifs nombreux (*SVT ou Physique des TP entre 22 et 26, groupes de langue à plus de 30 élèves*) totalement inadaptés aux conditions d'apprentissages de nos élèves. Non, entasser des élèves dans une salle avec un ou une professeur ne favorise pas la réussite des élèves et tous les personnels s'accordent à dire que la clé de l'amélioration de la formation de nos jeunes passe par des effectifs raisonnables.

Côté voie professionnelle, si les effectifs à la hausse (et encore le rectorat sous-estime le nombre d'élèves dans plusieurs filières en terminale) viennent gonfler artificiellement les moyens alloués à la voie professionnelle, il n'en demeure pas moins que les besoins s'effritent progressivement et qu'aucune discipline ne gagne des heures. Pire encore, une suppression de poste sera proposée en math-sciences... C'est donc bien que la réforme structurelle du bac professionnel qui va se mettre en place dès la rentrée 2024 sur l'ensemble des niveaux de la formation et qui se caractérise par une baisse de 170h (*30h en 2^{nde}, 42h en 1^{ère} et 98h en Term*) qui est la responsable. Elle va engendrer des suppressions de postes et des reconversions forcées pour les personnels et une dégradation des conditions d'apprentissage des élèves : disparition des 2/3 du volume horaire consacré à l'Accompagnement Personnalisé (*soutien, approfondissement, accompagnement à la scolarité*), arrêt de l'année scolaire en mai en Terminale pour permettre la mise en place de « parcours diversifiés » qui ne tient pas compte du rythme d'apprentissage de nos élèves et va se traduire par la suppression de plus de 3 semaines de cours (98h) rendant encore plus difficile les poursuites d'études pour nos élèves notamment avec la perte d'heures en enseignement professionnel. La réforme structurelle de la voie professionnelle constitue donc un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école Républicaine, car les lycées professionnels n'ont pas vocation à être au service des entreprises et du monde économique mais au contraire à celui de l'émancipation de nos élèves et de leur formation.

Pour conclure, trois suppressions de poste et des effectifs de classe non propices aux apprentissages, c'est non ! Supprimer des postes, c'est moins d'adultes dans les couloirs, c'est moins de personnels pour effectuer les nombreuses missions périphériques à l'enseignement : *professeur principal, participation aux groupes de travail pour améliorer le fonctionnement de l'établissement, projets éducatifs et culturels, valorisation du lycée, travail avec les entreprises...* Par ailleurs la poursuite d'une politique donnant la part belle aux heures supplémentaires ne répond ni à la demande des personnels d'être justement payés, ni aux besoins d'un enseignement de qualité pour les élèves. Des moyens il y en a puisque le coût du Service National Universel et le port de l'uniforme représenteront plus de 2,5 milliards de dépenses qui ne seront ni consacrés à la formation, ni à l'émancipation des élèves mais bien à une mise au pas de la jeunesse.

Nous invitons donc l'ensemble des membres du Conseil d'Administration qui partagent notre souci d'un enseignement de qualité pour nos élèves à voter contre les suppressions de postes et donc contre cette répartition des moyens que nous jugeons insuffisants.

Les représentants des personnels enseignant, d'éducation et de direction de l'établissement